

**TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

Burkina Faso  
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des  
Finances et de la prospective

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique  
et de la Démographie (INSD)



**TBE n° 03/2022**

***Tableau de bord de l'Economie***

**au 3 ème trimestre 2022**

**Décembre 2022**

## SOMMAIRE

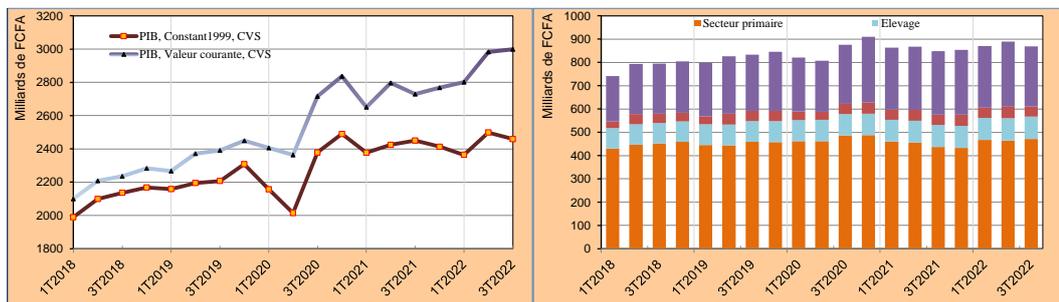
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>10</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>15</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>19</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>25</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>26</b>

## Secteur réel

Le troisième trimestre 2022 se caractérise par une régression de 1,6% de la croissance comparé au trimestre précédent. Cette situation économique résulte de la contreperformance du secteur secondaire notamment les activités extractives avec leurs effets d'entraînement sur les autres secteurs. La hausse du niveau général des prix à la consommation entamée depuis le deuxième trimestre 2021 s'est poursuivie de façon ininterrompue jusqu'au troisième trimestre 2022. Ainsi, le troisième trimestre 2022 a enregistré une inflation de 3,2% en glissement trimestriel et de 17,6% en glissement annuel. Au deuxième trimestre 2022, la production industrielle enregistre une hausse par rapport au premier trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) qui s'est établi à 137,4 est en hausse de 0,6% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2021, l'indice enregistre une hausse de 12,4%.

### COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) En volume aux prix de l'année précédente chaînés, CVS	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
<b>Secteur primaire</b>	<b>437,2</b>	<b>432,9</b>	<b>466,7</b>	<b>465,0</b>	<b>470,8</b>	<b>1,2%</b>	<b>7,7%</b>
Agriculture	296,0	291,0	323,2	321,1	326,4	1,6%	10,3%
Agriculture hors égrenage de coton	282,1	276,2	309,3	307,8	311,8	1,3%	10,5%
Egrenage de coton	13,9	14,5	14,2	13,9	14,7	5,7%	6,0%
Élevage	94,0	94,6	95,3	95,8	96,1	0,4%	2,3%
Sylviculture et chasse	38,5	38,5	38,6	38,7	38,8	0,1%	0,7%
Pêche et aquaculture	7,8	7,9	7,9	7,9	7,9	0,1%	0,7%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>654,6</b>	<b>653,5</b>	<b>600,5</b>	<b>631,1</b>	<b>573,1</b>	<b>-9,2%</b>	<b>-12,5%</b>
Activités extractives	303,3	302,7	271,4	279,3	239,0	-14,4%	-21,2%
Activités manufacturières	248,0	255,4	250,8	270,5	268,4	-0,8%	8,2%
Agroalimentaire	162,8	166,3	164,1	178,3	185,7	4,2%	14,0%
Fabrication de textiles et articles d'habillements	26,7	26,7	27,1	27,0	27,0	-0,2%	1,1%
Fabrication de produits minéraux	13,9	12,9	15,7	16,0	12,6	-21,3%	-9,5%
Autres industries manufacturières	44,2	48,3	43,9	48,7	43,6	-10,3%	-1,3%
Electricité - Eau - Assainissement	19,4	19,6	20,6	22,6	18,2	-19,6%	-6,2%
Construction	72,8	66,5	54,0	57,6	55,0	-4,6%	-24,5%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1 067,9</b>	<b>1 031,1</b>	<b>1 025,7</b>	<b>1 114,6</b>	<b>1 155,3</b>	<b>3,7%</b>	<b>8,2%</b>
Commerce et réparation	196,9	208,5	206,1	221,1	209,7	-5,2%	6,5%
Transport et entreposage	27,4	32,6	25,4	27,4	24,1	-12,0%	-12,0%
Hébergement et restauration	46,2	42,1	39,8	47,4	47,8	0,9%	3,4%
Information et communication	72,0	76,8	69,2	79,3	72,6	-8,5%	0,8%
Services Financiers et assurances	37,8	40,0	40,3	43,7	45,5	4,1%	20,3%
Activités immobilières	119,8	120,2	121,0	121,5	121,9	0,3%	1,7%
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services d	25,1	26,6	28,3	28,9	27,5	-4,9%	9,5%
Services d'administration publique et autres services collectifs	537,3	482,1	493,9	542,4	599,0	10,4%	11,5%
Impôts et taxes nets sur les produits	272,6	278,4	264,1	280,3	258,9	-7,6%	-5,0%
<b>PIB, Volume au prix de l'année précédente</b>	<b>2 450,1</b>	<b>2 412,9</b>	<b>2 364,5</b>	<b>2 499,0</b>	<b>2 459,3</b>	<b>-1,6%</b>	<b>0,4%</b>
<b>PIB, Valeur courante, CVS</b>	<b>2 729,8</b>	<b>2 767,8</b>	<b>2 801,4</b>	<b>2 983,2</b>	<b>2 999,1</b>	<b>0,5%</b>	<b>9,9%</b>



L'activité économique au troisième trimestre 2022 est marquée par un recul de 1,6% de la croissance comparativement au trimestre précédent. Elle est portée positivement par le secteur tertiaire (+3,7%), le primaire (+1,2%) et négativement par le secteur secondaire (-9,2%).

La bonne tenue de l'activité économique dans le tertiaire est due aux activités d'administration publique et autres services collectifs ou personnels (+10,4%) et les services financiers et d'assurances (+4,1%). Cependant, les sous-secteurs de « transport et entreposage », « d'information et communication » et « commerce et réparation » ont connu une stagnation en termes de croissance.

Dans le primaire, la croissance enregistrée au troisième trimestre 2022 est faible (+1,2%) par rapport au trimestre précédent. En effet, l'agriculture et l'élevage qui constituent les deux branches du secteur ont enregistré des progressions respectives de 1,6% et de 0,4%.

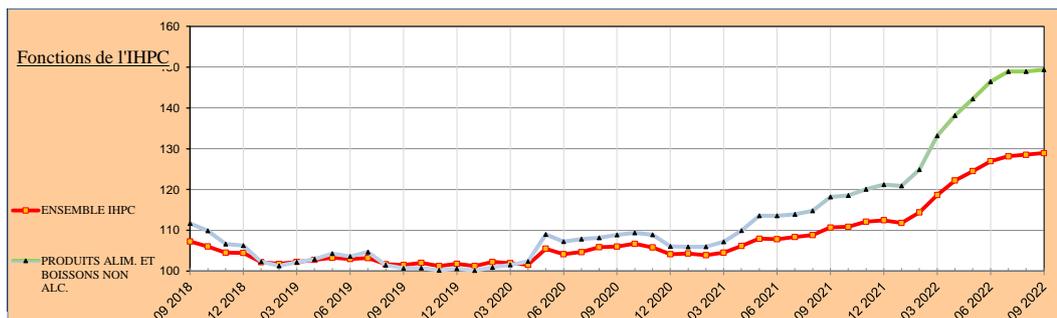
Contrairement au tertiaire et au primaire, le secteur secondaire a connu une dégradation en termes de croissance (-9,2%) par rapport au troisième trimestre 2022. Cette situation économique s'explique par le ralentissement de l'activité économique dans l'extraction (-14,4%) et dans le sous-secteur « Electricité-Eau-Assainissement » (-19,6%).

En variation annuelle, le PIB enregistre une hausse de 0,4% par rapport au troisième trimestre de l'année 2021 porté par le tertiaire (+8,2%) et le primaire (+7,7%). Par contre, le secteur secondaire enregistre une régression (-12,5%) par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Source : MINEFID / INSD

**INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)**

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>109,3</b>	<b>111,8</b>	<b>114,9</b>	<b>124,6</b>	<b>128,5</b>	<b>3,2%</b>	<b>17,6%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	115,6	119,9	126,3	142,3	149,1	4,8%	28,9%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	142,1	142,8	137,3	159,9	153,9	-3,8%	8,3%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,3	101,6	101,6	101,6	101,7	0,1%	0,4%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	98,3	100,5	97,9	102,2	105,3	3,0%	7,1%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,3	101,0	101,4	101,6	101,6	0,0%	0,3%
SANTE	100,6	100,6	100,6	100,6	100,6	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	98,5	99,2	99,2	102,6	105,3	2,6%	7,0%
COMMUNICATION	98,8	98,7	98,7	98,7	98,7	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,2	101,1	101,1	101,2	101,4	0,1%	0,2%
ENSEIGNEMENT	108,7	112,1	112,1	112,1	112,1	0,0%	3,2%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	106,0	107,1	107,3	107,3	107,9	0,5%	1,8%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,9	101,3	101,4	101,4	101,4	0,0%	0,5%



La hausse du niveau général des prix à la consommation entamée depuis le deuxième trimestre 2021 s'est poursuivie de façon ininterrompue jusqu'au troisième trimestre 2022. Ainsi, le troisième trimestre 2022 a enregistré une inflation de 3,2% en glissement trimestriel et de 17,6% en glissement annuel.

La hausse en glissement trimestriel reste surtout liée, comme au trimestre précédent, à la flambée des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+4,8%), mais aussi aux fonctions de consommation "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+3,0%) et "transports" (2,6%). La fonction "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" a enregistré une désinflation de 3,8%. Quant aux autres fonctions, leurs prix ont varié entre 0,0% et 0,5%.

L'inflation de 17,6% relevée en variation annuelle reste imputable au renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+28,9%), mais également des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+8,3%), des services de logement (+7,1%) et des services de transport (+7,0%).

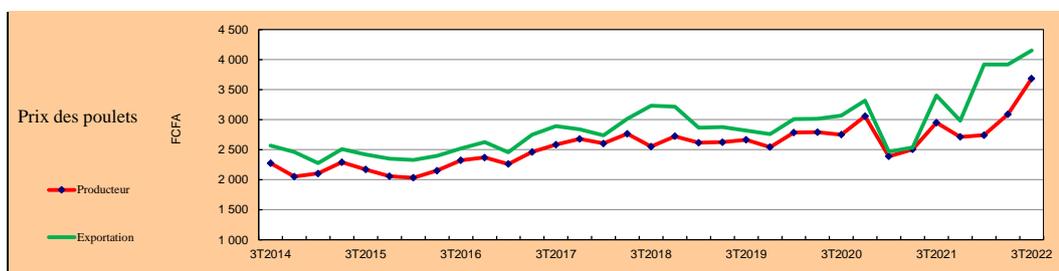
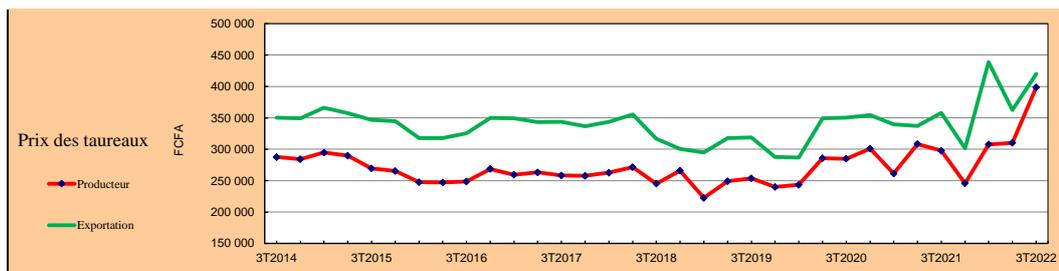
L'évolution des prix de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est essentiellement impactée par le renchérissement des prix des céréales (riz, mil, maïs et sorgho).

A fin septembre 2022, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 12,5% contre 3,3% à fin septembre 2021. Les fonctions de consommation "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" et "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" sont les principaux

Source : MINEFID / INSD

### PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	297 687	245 687	307 780	310 333	398 539	28,4%	33,9%
Prix à l'exportation du taureau	357 797	301 231	438 941	362 287	419 857	15,9%	17,3%
Prix au producteur du bœuf	60 745	44 735	61 176	56 861	57 325	0,8%	-5,6%
Prix à l'exportation du bœuf	70 002	53 579	71 662	72 645	61 229	-15,7%	-12,5%
Prix au producteur du bouc	29 515	29 986	34 190	33 750	22 649	-32,9%	-23,3%
Prix à l'exportation du bouc	31 909	29 082	28 903	29 090	28 050	-3,6%	-12,1%
Prix au producteur du poulet	2 951	2 713	2 741	3 089	3 683	19,2%	24,8%
Prix à l'exportation du poulet	3 403	2 983	3 915	3 920	4 153	5,9%	22,0%
Prix au producteur de la pintade	2 933	2 979	3 075	3 107	3 955	27,3%	34,8%
Prix à l'exportation de la pintade	3 148	3 128	3 456	3 479	3 702	6,4%	17,6%



Les marchés à bétail au troisième trimestre 2022 ont connu une hausse du niveau des prix du bovin et de la volaille.

Le prix du taureau au troisième trimestre de 2022 a connu une hausse sur les marchés de production tant en glissement trimestriel (+28,4%) qu'en glissement annuel (+33,9%). Il en est de même sur les marchés d'exportation: +15,9% en glissement trimestriel et +17,4% en glissement annuel. Ces hausses s'expliquent par l'état d'embonpoint des animaux mais aussi la présence des acteurs étrangers.

Le prix du bœuf a connu une baisse au niveau des marchés de production en glissement annuel (-5,6%). Cette baisse s'explique par la fête de tabaski survenu en début juillet et l'installation de la campagne agricole qui a contraint les producteurs à vendre les petits ruminants pour acheter les intrants et le matériel agricole. En glissement trimestriel, ce prix a été stable avec une hausse de 0,8%. Sur les marchés d'exportation, le prix du bœuf a connu une baisse tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. En glissement trimestriel, cette baisse est de 15,7% et de 12,5% en glissement annuel.

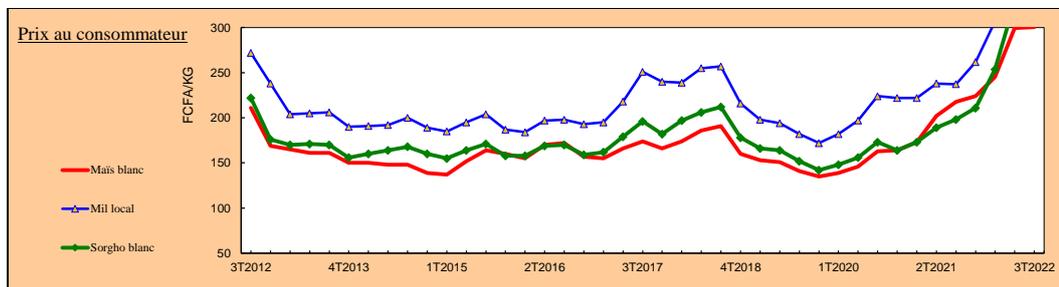
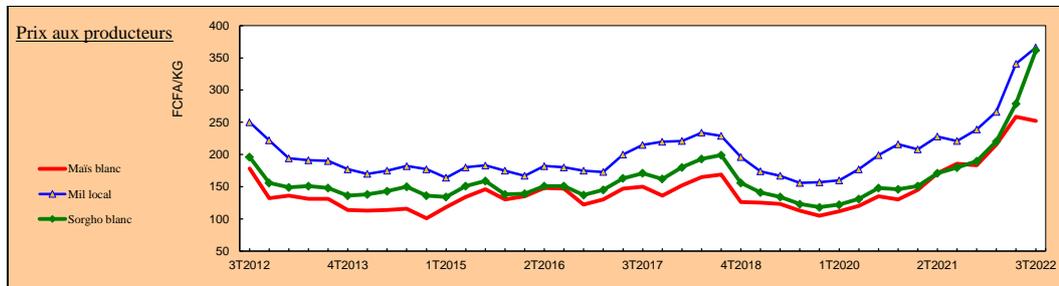
Comme le bœuf, le prix du bouc a été en baisse aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportation. Sur les marchés de production, ces baisses ont été de 32,9% en glissement trimestriel et de 23,3% en glissement annuel. Sur les marchés d'exportation, les baisses sont de 3,6% et de 12,1% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel.

La volaille a connu une hausse de son prix sur les marchés. En effet, le prix du poulet a augmenté de 19,3% sur les marchés de production et 5,9% sur les marchés d'exportation en glissement trimestriel ; en glissement annuel, la hausse est de 24,8% sur les marchés de production et 22,0% sur le marché d'exportation. Le prix de la pintade a varié de +27,3% et +6,4% respectivement sur les marchés de production et d'exportation en glissement trimestriel et respectivement +34,8% et +17,6% sur les marchés de production et d'exportation en glissement annuel.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	185,6	183,3	215,2	258,7	252,1	-2,6%	35,8%
Prix au consommateur du maïs blanc	217,9	224,0	245,5	299,4	300,4	0,3%	37,9%
Prix au producteur du mil local	221,0	238,9	266,3	340,8	366,3	7,5%	65,8%
Prix au consommateur du mil local	237,4	261,8	306,8	386,4	418,7	8,3%	76,4%
Prix au producteur du sorgho blanc	179,7	189,6	220,3	278,9	361,8	29,7%	101,3%
Prix au consommateur du sorgho blanc	198,1	210,9	253,7	328,0	382,3	16,6%	92,9%



Les marchés des produits céréaliers ont enregistré des variations courant ce trimestre. La saisonnalité est l'un des principaux facteurs des variations de prix des produits agricoles. Elle est accentuée par l'insécurité qui entrave le bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement des marchés. Au troisième trimestre 2022, on a observé une augmentation des prix du mil local et du sorgho blanc tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel.

En glissement trimestriel sur les marchés de collecte et de détail, le mil est la spéculation avec la plus forte variation de prix tandis que le maïs blanc est celle avec la plus petite variation. Les variations à la collecte de -2,5% et +8,5% sont enregistrées respectivement pour le maïs blanc et le mil local. Au détail, le prix du maïs blanc est demeuré stable contre une hausse de 9,9% pour le mil local.

En effet, le prix moyen à la collecte du mil est passé de 338 F/Kg à 366 F/Kg, celui du sorgho blanc de 275 F/Kg à 295 F/Kg, et celui du maïs blanc de 259 F/Kg à 252 F/Kg. Par ailleurs, sur le marché de détail, les niveaux de prix des trois principales céréales varient de :

- 381 F/Kg à 419 F/Kg pour le mil;
- 324 F/Kg à 349 F/Kg pour le sorgho blanc;
- 299 F/Kg à 300 F/Kg pour le maïs blanc.

Ces niveaux de prix s'expliquent par une meilleure offre (prémices des nouvelles récoltes de l'arachide, de la patate, du maïs et de l'igname) des produits agricoles notamment le maïs sur le marché. Par ailleurs, la vente à prix social de céréales dans les points de vente de la SONAGESS a contribué à l'amélioration de l'offre sur le marché avec 7 887 tonnes de céréales vendues en fin septembre 2022.

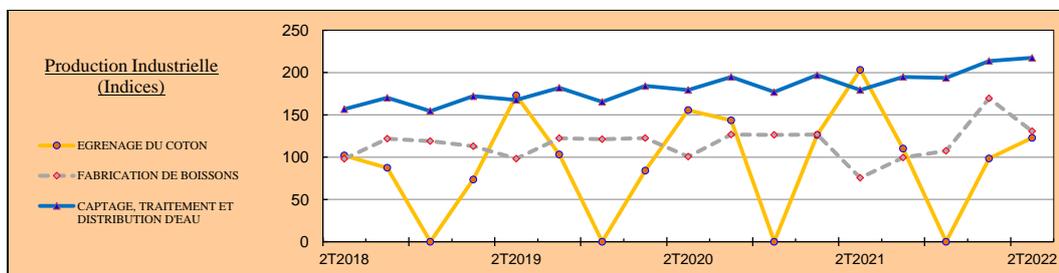
En glissement annuel, les hausses sont plus significatives qu'en glissement trimestriel. La hausse la plus élevée sur le marché agricole est enregistrée par le mil local (+65,8% à la collecte et +76,4% au détail) et celle la moins élevée par le maïs blanc (+35,8% à la collecte et +37,9% au détail). Ces hausses de prix se justifieraient par une production agricole plus faible par rapport à l'année dernière, à l'insécurité qui entrave surtout l'approvisionnement des zones de production vers les zones de forte consommation (partie septentrionale du pays).

En perspective, les niveaux de prix ainsi que la demande des produits céréaliers devraient baisser au cours des prochains mois si toutefois la récolte se déroule normalement. Par ailleurs, la poursuite de la vente à prix social des céréales dans les points de vente aux personnes vulnérables de la SONAGESS pourrait améliorer davantage l'offre.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

## INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS

IHPI Trimestriel INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISION	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2022	2022	trimestriel	annuel
EGRENAGE DU COTON	110,2	0,0	98,5	122,7	72,4	-41,1%	-34,4%
EXTRACTION DE MINERAIS MÉTALLIQUES	108,5	129,9	113,9	108,1	111,6	3,2%	2,9%
ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES	319,5	408,3	260,1	229,7	227,7	-0,8%	-28,7%
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	78,2	93,4	96,7	90,5	96,3	6,4%	23,2%
FABRICATION DE BOISSONS	99,6	107,4	169,6	130,7	131,9	0,9%	32,4%
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	132,8	139,5	138,8	133,1	132,3	-0,6%	-0,4%
ACTIVITES DE FABRICATION DE TEXTILES	111,5	107,0	98,3	136,9	115,0	-16,0%	3,1%
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	123,1	102,5	361,5	332,8	313,9	-5,7%	154,9%
TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE	41,2	27,1	12,6	36,5	28,4	-22,1%	-31,0%
TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	94,2	122,6	115,5	148,5	136,5	-8,1%	44,9%
FABRICATION DU PAPIER ET DU CARTON	154,5	160,2	355,5	423,0	304,2	-28,1%	96,9%
IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	30,5	76,7	173,1	215,3	204,0	-5,2%	568,1%
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	183,0	224,1	204,2	141,2	132,4	-6,2%	-27,6%
TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	152,5	168,2	303,2	166,7	163,7	-1,8%	7,3%
FABRICATION DE MEUBLES ET MATELAS	106,4	109,0	106,2	94,0	90,9	-3,2%	-14,5%
MÉTALLURGIE	79,0	71,4	69,7	57,1	56,3	-1,6%	-28,8%
FABRICATION D'OUVRAGES EN MÉTAUX	153,8	215,7	232,1	156,0	193,0	23,7%	25,5%
FABRICATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
FABRICATION DE MEUBLES ET MATELAS	307,9	284,8	269,9	262,3	295,1	12,5%	-4,1%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	151,9	102,4	295,1	356,6	72,8	-79,6%	-52,1%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITÉ ET DE GAZ	440,5	358,1	379,4	389,1	414,5	6,5%	-5,9%
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	194,8	193,6	213,7	217,3	223,4	2,8%	14,7%
<b>Ensemble</b>	<b>122,3</b>	<b>141,5</b>	<b>147,5</b>	<b>136,5</b>	<b>137,4</b>	<b>0,6%</b>	<b>12,4%</b>



Au deuxième trimestre 2022, la production industrielle enregistre une hausse par rapport au premier trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'est établi à 137,4 est en hausse de 0,6% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2021, l'indice enregistre une hausse de 12,4%.

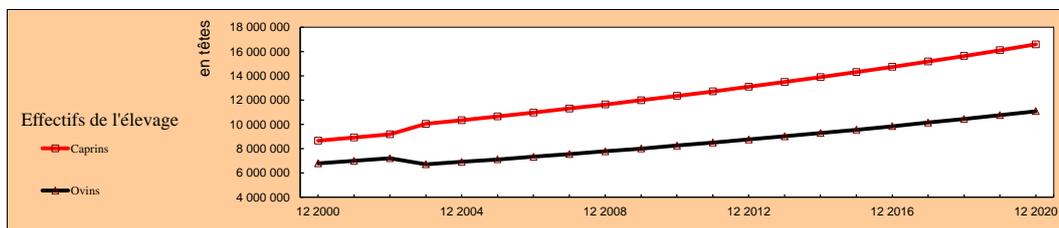
**En glissement trimestriel**, la hausse du rythme de l'activité industrielle s'explique principalement par une hausse de l'activité de fabrication d'ouvrages en matériaux (+23,7%), de la fabrication d'équipements électriques (+12,5%), de la production et distribution d'électricité et de gaz (+6,5%) et de l'extraction de minerais métallique (+3,2%). En revanche, des reculs sont observés dans les activités d'égrénage (-41,1%), de fabrication du papier et du carton (-28,1%), du travail du cuir, de fabrication d'articles de voyage et de chaussures (-22,1) et des autres industries manufacturières (-79,6).

**En glissement annuel**, la hausse du rythme de l'activité industrielle est due essentiellement à une forte hausse de l'activité d'imprimerie et de reproduction d'enregistrement (+568,1%), de la fabrication d'articles d'habillement (154,9) et de la fabrication du papier et du

Source : MINEFID / INSD

**EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE**

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						samedi-jeudi	mardi-jeudi
Effectif de bovins (en têtes)	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	10 237 484	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	11 077 955	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	16 586 976	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	44 792	46 135	47 519	48 945	50 413	3,0%	3,0%

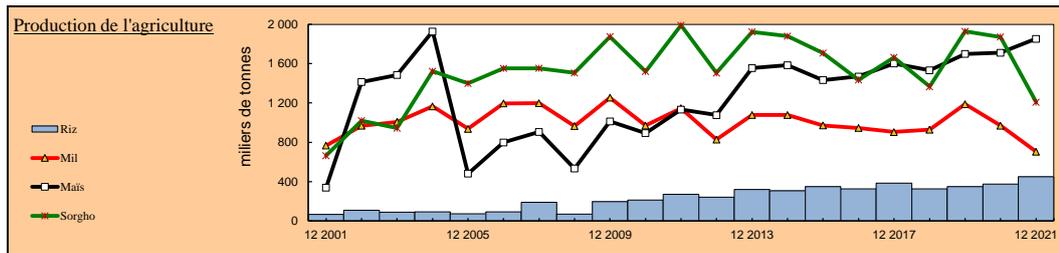


La pandémie de la Covid-19 n'a pas permis le bon déroulement des activités entrant dans le cadre de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC1) qui devrait permettre de disposer de données actualisées. En attendant donc les résultats de l'ENC1, les effectifs du cheptel 2020 sont estimés sur la base des données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II). Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent des effectifs de 10 237 484 têtes de bovins, de 27 664 931 têtes de petits ruminants (ovins et caprins) et de 50 413 102 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

**PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE**

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	déc 2021	Croissance moyenne	
						Quinquennale	Annuel
Production brute totale de céréales	4 063 198	5 180 702	4 939 630	5 179 104	4 661 140	3,5%	-10,0%
dont : Production brute de mil	928 234	1 189 079	970 176	957 253	705 345	-6,6%	-26,3%
dont : Production brute de sorgho	1 365 898	1 929 834	1 871 792	1 893 571	1 207 786	-3,0%	-36,2%
dont : Production brute de maïs	1 533 431	1 700 127	1 710 898	1 920 101	1 853 510	4,9%	-3,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	325 566	350 392	376 577	451 421	451 014	8,5%	-0,1%



En attendant les résultats de la campagne 2022/2023, le rappel des faits marquants de la campagne agricole 2021/2022 renseigne qu'elle a connu un déroulement globalement normal sur l'ensemble du territoire. Les retards constatés à l'installation de la campagne ont été compensés par une prolongation de la pluviométrie. Toutefois, des cas d'inondations, de poches de sécheresse, d'attaques de chenilles légionnaires et d'oiseaux granivores ont perturbé le développement des cultures dans certaines localités. La production définitive des cultures céréalières est évaluée à 4 661 140 tonnes. Elle est en baisse dans son ensemble de 10,0% par rapport à la dernière campagne agricole et en hausse de 3,5% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2021-2022 (selon le Rapport de synthèse de la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (CPSA) de l'année 2022) révèlent que 52,0% des ménages agricoles n'arriveront pas à couvrir leurs besoins céréaliers avec leur seule production. La production des différentes céréales se répartit comme suit :

- le mil enregistre une production de 705 345 tonnes soit **une baisse de 26,3%** par rapport à la campagne précédente et de 6,6% par rapport à la moyenne quinquennale;

- le sorgho blanc a enregistré une production totale estimée à 1 207 786 tonnes soit **une baisse de 36,2%** par rapport à la campagne précédente et une hausse de 3,0%, par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes;

- le sorgho rouge a enregistré une production totale estimée à 435 936 tonnes soit **une hausse** respective **de 5,2%** et de 5,5% par rapport à la campagne précédente et à la moyenne quinquennale;

- la production de maïs estimée à 1 853 510 tonnes est **en baisse de 3,5%** par rapport à la campagne passée et en hausse de 4,9% à la moyenne des cinq dernières campagnes;

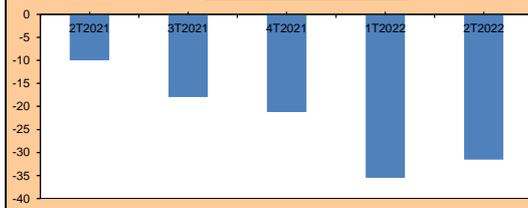
- la production de riz évaluée à 451 014 tonnes est relativement stable par rapport à 2020/2021 et en hausse de 8,5% par rapport à la moyenne quinquennale;

- La production globale des autres produits vivriers (niébé, voandzou, patate et igname) est évaluée à 693 458 tonnes. Comparée à la campagne passée et à la moyenne des cinq dernières années, elle est respectivement **en baisse de 28,4%** et de 16,2%.

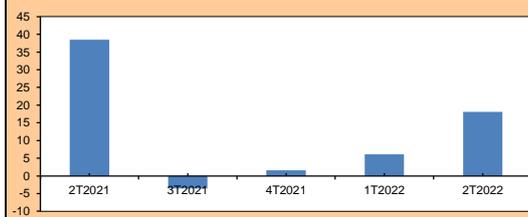
- La production définitive des cultures de rente (coton, arachide, sésame et soja) est estimée à 1 451 144 tonnes soit **une baisse** respective **de 19,5%** et de 0,7% par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale.

Cette baisse est la conséquence de plusieurs facteurs conjugués dont les principaux sont (i) la réduction de superficies emblavées causée par l'insécurité, (ii) la baisse de rendement due à l'insuffisance d'intrants notamment de l'engrais et (iii) la mauvaise répartition temporelle de la pluviométrie. La quasi inexistence de stocks reports, cumulée au faible niveau des importations cette année contribue à la faiblesse de l'offre en produits vivriers.

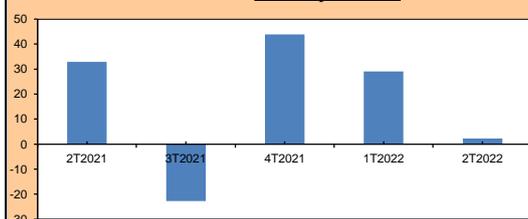
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

**SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...****... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

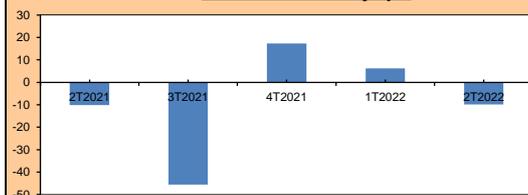
Le climat des affaires continue de se détériorer. En effet, la détérioration du climat des affaires amorcée depuis le troisième trimestre 2021 se poursuit jusqu'au troisième trimestre 2022. Comparée au troisième trimestre de 2021, la détérioration du climat des affaires s'est aggravée. Il faut noter que depuis 2019 on assiste à une détérioration sans cesse du climat des affaires.

**... sur les recettes****Recettes**

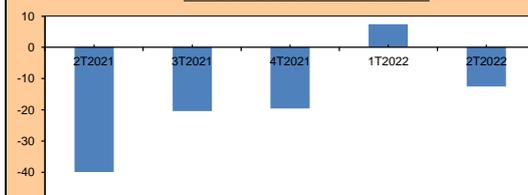
Comparées au troisième trimestre 2022, les recettes ont connu une baisse. Cette baisse des recettes a été constatée au troisième trimestre 2021. Mais la baisse des recettes au troisième trimestre 2022 est beaucoup plus prononcée que celle d'il y a un an.

**... sur la production****Production**

Au troisième trimestre 2022, tout comme les recettes, la production a connu une baisse par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022. Comparée au troisième trimestre 2021, la production au troisième trimestre 2022 a connu une baisse très importante.

**... sur les effectifs employés****Effectifs employés**

La hausse de l'effectif des employés amorcée depuis le deuxième trimestre 2022 ne s'est pas maintenue. En effet, au troisième trimestre 2022, on a assisté à une baisse des effectifs employés. Comparé au deuxième trimestre 2022, l'effectif des employés au troisième trimestre 2022 est en dessous de celui du deuxième trimestre 2022. Au troisième trimestre 2021, on avait assisté à une baisse de l'effectif des employés ; une baisse plus prononcée que celle au troisième trimestre 2022.

**... sur la situation de la trésorerie****Trésorerie des entreprises**

La situation de la trésorerie s'est détériorée davantage au troisième trimestre 2022 ; une détérioration entamée depuis le deuxième trimestre 2022. Comparée au troisième trimestre 2021, la situation est identique même si la détérioration de la trésorerie au troisième trimestre 2022 est beaucoup plus prononcée que celle du même trimestre de 2021.

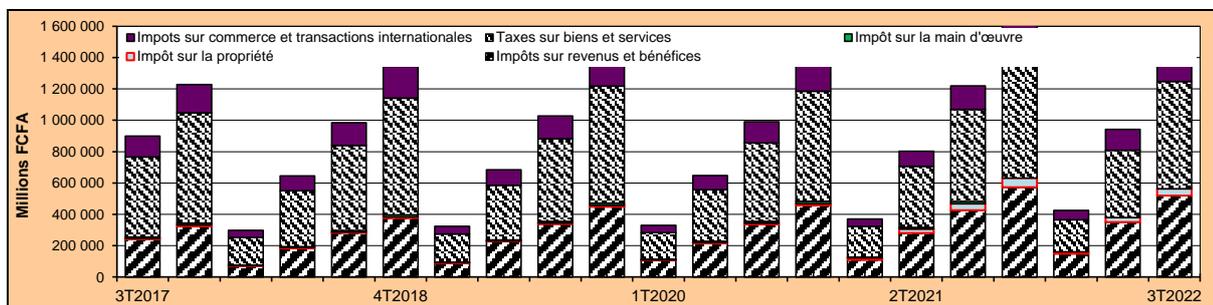
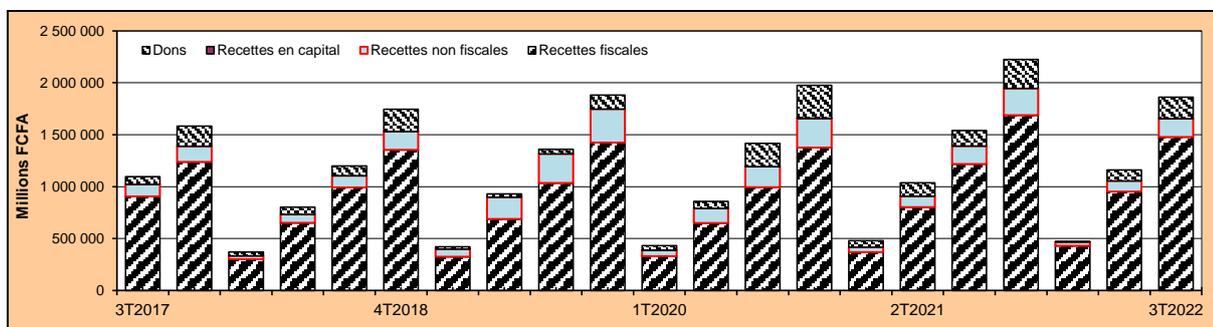
Source : MINEFID / INSD

# Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, au 30 septembre 2022, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 416,56 milliards de FCFA, contre un déficit de 520,59 milliards de FCFA au troisième trimestre 2021.

## RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>2 340 113,0</b>	<b>1 541 017,1</b>	<b>2 223 832,2</b>	<b>473 567,8</b>	<b>1 160 848,5</b>	<b>1 861 479,8</b>	<b>79,5%</b>	<b>20,8%</b>
Recettes totales	2 000 418,0	1 390 578,5	1 946 590,5	466 739,2	1 055 959,9	1 654 620,9	82,7%	19,0%
Recettes courantes	2 000 418,0	1 390 578,5	1 946 590,5	466 739,2	1 055 959,9	1 654 620,9	82,7%	19,0%
Recettes fiscales	1 762 400,0	1 218 267,1	1 687 513,3	430 278,4	952 401,2	1 477 217,2	83,8%	21,3%
Impôts sur revenus et bénéfices	565 579,0	426 878,7	572 629,9	149 152,7	350 732,8	519 403,9	91,8%	21,7%
Impôt sur la main d'œuvre	17 213,0	12 075,6	16 236,0	5 098,8	9 761,6	14 028,1	81,5%	16,2%
Taxes sur biens et services	865 586,0	587 602,7	822 535,1	204 794,5	429 745,7	684 164,4	79,0%	16,4%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	239 988,0	150 050,6	215 780,6	59 538,1	132 936,7	214 224,5	89,3%	42,8%
Autres recettes fiscales	1 734,0	1 069,6	1 430,2	249,8	608,6	1 770,4	102,1%	65,5%
Recettes non fiscales	238 017,0	172 311,5	259 077,2	36 460,8	103 558,7	177 403,7	74,5%	3,0%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
<b>Dons</b>	<b>339 695,0</b>	<b>150 438,6</b>	<b>277 241,7</b>	<b>6 828,6</b>	<b>104 888,6</b>	<b>206 858,8</b>	<b>60,9%</b>	<b>37,5%</b>
Projets	222 295,0	104 924,7	196 347,0	6 828,6	104 888,6	146 593,8	65,9%	39,7%
Programmes	117 400,0	45 513,9	80 894,7	0,0	0,0	60 265,0	51,3%	32,4%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1 861,48 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022 contre un niveau de 1 541,02 milliards de FCFA à la même période en 2021, soit une hausse de 20,8% (+320,46 milliards de FCFA). Cette hausse est expliquée par celles des recettes propres et des dons.

Les recettes propres ont enregistré une progression de 19,0% par rapport à fin septembre 2021 pour s'établir à 1 654,62 milliards de FCFA. Cette performance est imputable, aussi bien, à celle des recettes fiscales qu'à celle des recettes non fiscales.

En effet, les recettes fiscales, au 30 septembre 2022, se sont établies à 1 477,22 milliards de FCFA, en hausse de 258,95 milliards de FCFA par rapport au niveau de fin septembre 2021 (+21,3%). Cette hausse est expliquée essentiellement par l'augmentation des « taxes sur biens et services » de 96,56 milliards de FCFA, des « impôts sur revenus et bénéfices » de 92,53 milliards de FCFA et des « impôts sur le commerce et les transactions internationales » de 64,17 milliards de FCFA.

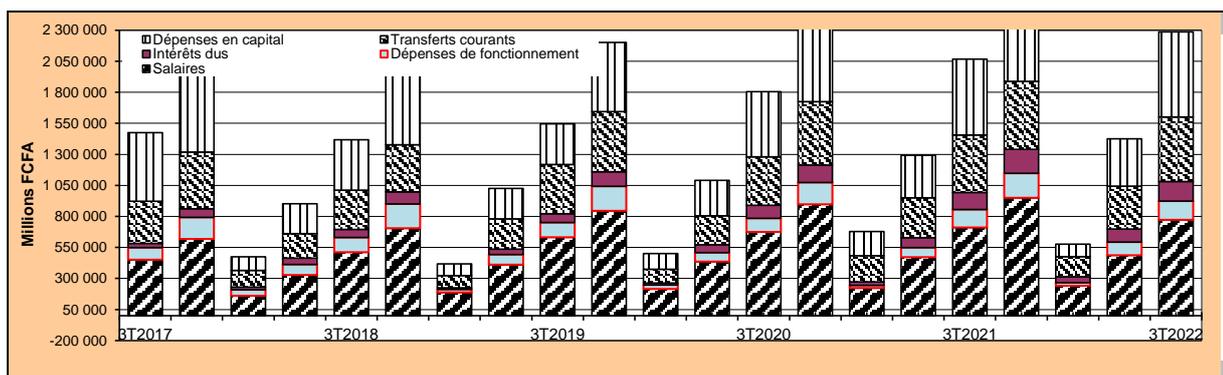
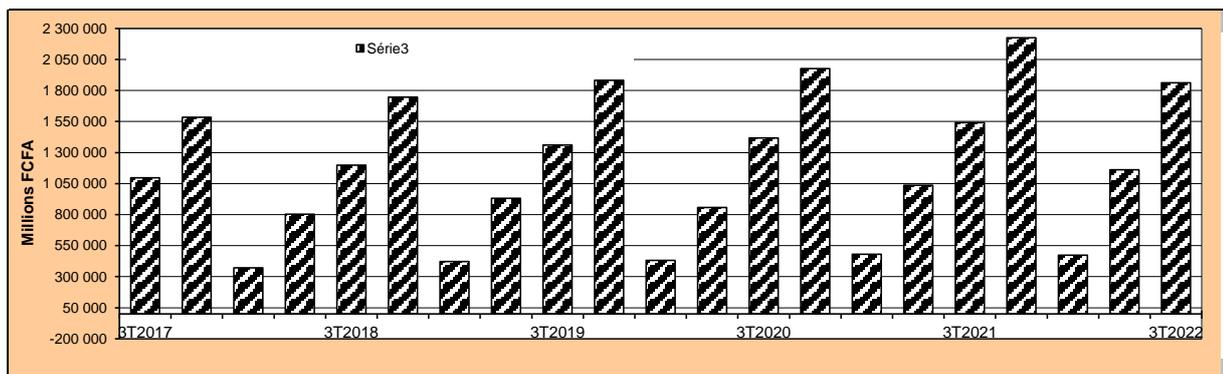
Les recettes non fiscales ont connu une augmentation de 5,09 milliards de FCFA (+3,0%) pour se situer à 177,40 milliards de FCFA à fin septembre 2022, après un niveau de 172,31 milliards de FCFA à la même période de 2021. Cette augmentation est imputable essentiellement à la hausse des « produits financiers » de 19,86 milliards de FCFA, atténuée par la baisse des « ventes non industrielles » de 14,16 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les dons, leur mobilisation s'est affichée à 206,86 milliards de FCFA au 30 septembre 2022 contre une mobilisation de 150,44 milliards de FCFA à la même période en 2021, soit une augmentation de 56,42 milliards de FCFA. Cette augmentation est expliquée par celle des dons projets de 41,67 milliards de FCFA et des dons programmes de 14,75 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

## DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2021	2022	2022	2022		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>2 909 524,0</b>	<b>2 061 605,5</b>	<b>2 867 230,8</b>	<b>571 069,4</b>	<b>1 417 152,9</b>	<b>2 278 039,8</b>	<b>78,3%</b>	<b>10,5%</b>
Dépenses	2 534 877	2 066 681,2	2 856 988,7	576 783,8	1 425 510,2	2 286 291,5	90,2%	10,6%
Dépenses courantes	2 367 564	1 455 933,1	1 887 516,9	475 330,5	1 043 679,9	1 600 329,0	67,6%	9,9%
Salaires	861 793	710 100,7	949 546,2	241 690,5	487 226,8	771 636,3	89,5%	8,7%
Dépenses de fonctionnement	208 400	145 180,7	197 540,7	24 345,6	105 696,9	152 041,3	73,0%	4,7%
Intérêts dus	195 800	137 052,9	192 548,8	47 304,9	104 847,3	156 624,4	80,0%	14,3%
Transferts courants	476 063	463 598,8	547 881,3	161 989,5	345 908,9	520 027,0	109,2%	12,2%
Dépenses en capital	1 026 851	610 748,1	969 471,8	101 453,3	381 830,3	685 962,5	66,8%	12,3%
financées sur ressources propres	670 691	318 577,0	518 655,4	60 045,0	195 481,0	397 071,7	59,2%	24,6%
Prêts nets	-9 624	-5 075,7	10 242,1	-5 714,3	-8 357,3	-8 251,7	85,7%	62,6%



Les dépenses totales et prêts nets, en s'affichant à 2 278,04 milliards de FCFA au 30 septembre 2022 contre 2 061,61 milliards de FCFA à la même période en 2021, enregistrent une augmentation de 216,43 milliards de FCFA (+10,5%). Cette progression est imputable, aussi bien, aux dépenses courantes (+144,40 milliards de FCFA) qu'à celles en capital (+75,21 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 1 600,33 milliards de FCFA au troisième trimestre de l'année 2022, enregistrant une hausse de 9,9% par rapport à la même période de 2021. L'évolution de cette catégorie de dépenses est due aux augmentations des dépenses salariales (+61,54 milliards de FCFA), des dépenses de transferts courants (+56,43 milliards de FCFA), des charges financières de la dette (+19,57 milliards de FCFA) et des dépenses de fonctionnement (+6,86 milliards de FCFA).

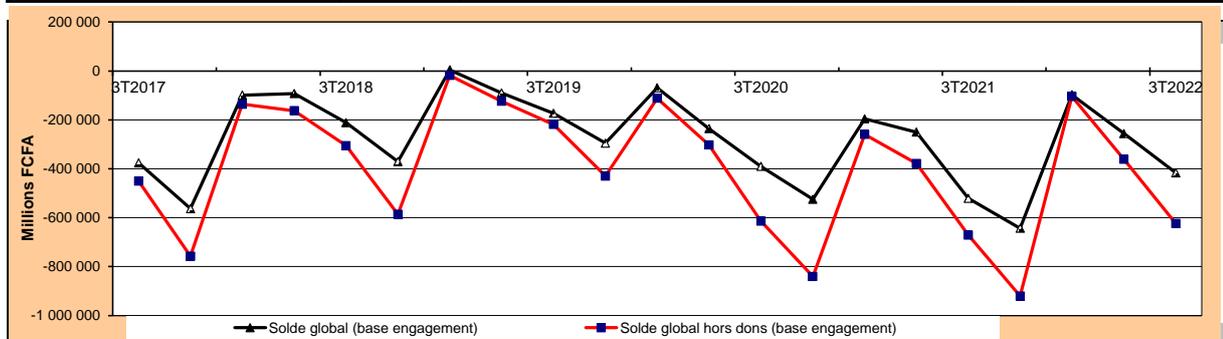
La progression des dépenses de personnel s'expliquerait principalement par l'incidence des rappels effectués au titre de la prise en charge des actes de promotions statutaires (avancements, bonifications, reclassements etc.) et des actes relatifs à la mise à jour de la situation indemnitaire des agents. L'évolution des dépenses de transferts courants est due principalement à la hausse des subventions sur les hydrocarbures (SONABEL et gaz butane) de 125,64 milliards de FCFA. L'accroissement des dépenses de fonctionnement s'expliquerait par la prise en charge de la situation humanitaire qui prévaut dans le pays. Quant à la hausse des charges financières de la dette, elle s'expliquerait par le recours de plus en plus important aux émissions de titres publics.

Les dépenses en capital se sont situées à 685,96 milliards de FCFA à fin septembre 2022 en augmentation de 75,21 milliards de FCFA (+12,3%) par rapport au niveau affiché un an plus tôt. Cette progression est essentiellement expliquée par la hausse des investissements financés sur ressources propres qui ont progressé de 78,49 milliards de FCFA, les dépenses financés sur ressources extérieures ayant diminué de 0,06 milliard de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

**SOLDES ET FINANCEMENT**

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-569 412,0	-520 588,4	-643 398,6	-97 501,6	-256 304,4	-416 560,1	73,2%	-20,0%
Solde global hors dons (base engagement)	-909 107,0	-671 027,0	-920 640,3	-104 330,2	-361 193,0	-623 418,9	68,6%	-7,1%
Solde primaire de base	-367 146,0	-533 974,1	-728 091,5	-57 025,3	-256 345,7	-466 794,6	127,1%	-12,6%
Solde de base	-562 946,0	-385 793,7	-479 372,2	-63 629,4	-177 347,3	-338 241,7	60,1%	-12,3%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-569 412,0</b>	<b>-564 472,6</b>	<b>-639 160,4</b>	<b>-168 134,4</b>	<b>-314 968,5</b>	<b>-394 711,4</b>	<b>69,3%</b>	<b>-30,1%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-909 107,0	-714 911,2	-916 402,2	-174 962,9	-419 857,1	-601 570,2	66,2%	-15,9%

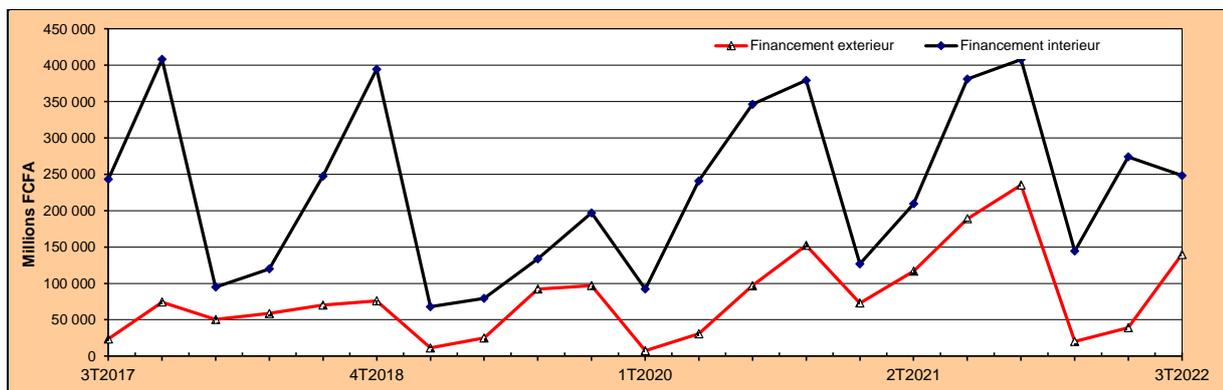


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 416,56 milliards de FCFA au 30 septembre 2022 contre un déficit de 520,59 milliards de FCFA à la même période de 2021, soit une amélioration de 104,03 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), par rapport à fin septembre 2021, il s'est amélioré de 169,76 milliards de FCFA pour se situer à 394,71 milliards de FCFA à fin septembre 2022. Il a été couvert par un financement extérieur net de 139,86 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 248,30 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net au troisième trimestre de l'année 2022 s'est opéré par l'émission de cinq (05) bons du Trésor d'une valeur totale de 119,86 milliards de FCFA, de dix-huit (18) obligations du Trésor d'un montant total de 510,90 milliards de FCFA, de six (06) prêts bancaires d'un montant de 114,50 milliards de FCFA et d'une titrisation des moins values 2021 de la SONABHY d'un montant de 70,95 milliards de FCFA. Les remboursements se sont élevés à 246,05 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 217,76 milliards de FCFA pour les obligations.

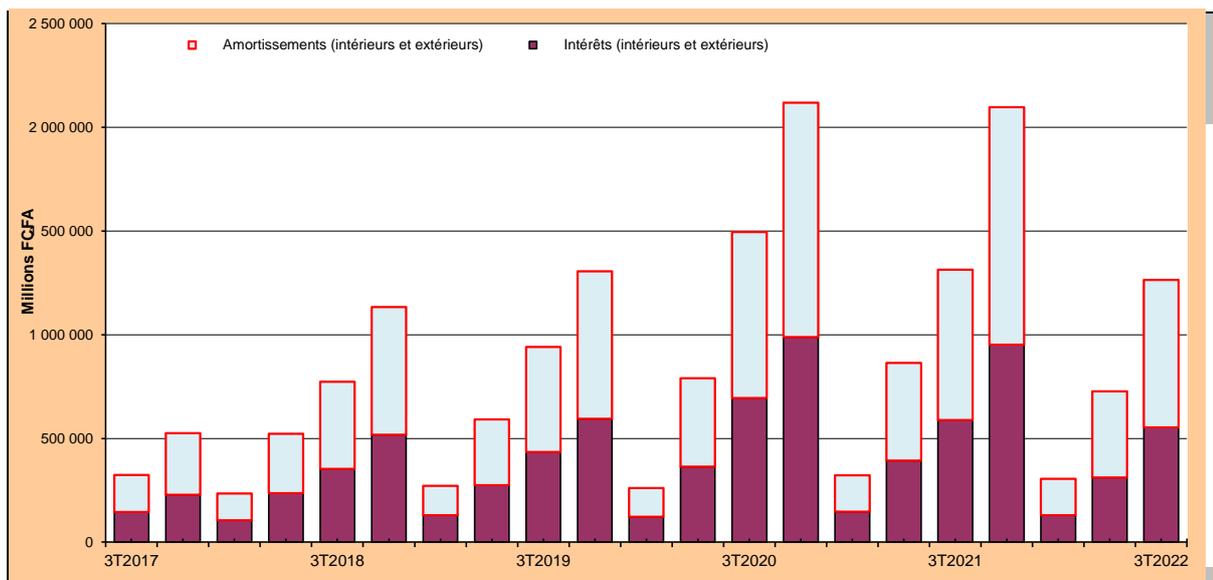
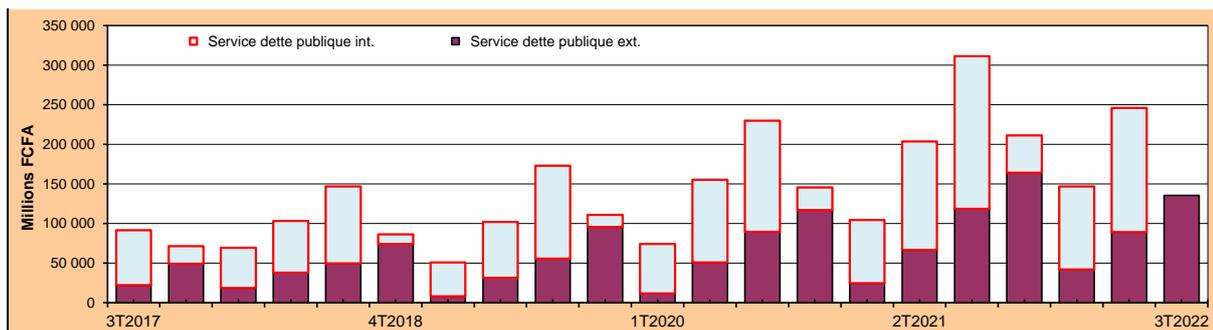
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>425 391,0</b>	<b>570 047,5</b>	<b>643 413,1</b>	<b>164 649,0</b>	<b>313 185,3</b>	<b>388 161,7</b>	<b>91,2%</b>	<b>-31,9%</b>
Financement extérieur	95 197,0	188 890,0	235 389,7	20 254,3	39 150,9	139 862,4	146,9%	-26,0%
Décaissements extérieurs	182 723,0	234 889,9	307 683,6	34 496,7	79 581,5	195 948,1	107,2%	-16,6%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-87 526,0	-45 999,9	-72 293,9	-14 242,4	-40 430,7	-56 085,7	64,1%	21,9%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	330 195,0	381 157,5	408 023,4	144 394,8	274 034,4	248 299,3	75,2%	-34,9%
Financement bancaire	29 072,8	76 863,6	52 312,5	99 839,0	263 239,3	345 960,4	1190,0%	350,1%
Secteur non bancaire	301 122,0	304 293,9	355 710,9	44 555,8	10 795,1	-97 661,1	-32,4%	-132,1%
Gap de financement	144 020,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

### SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2021	2022	2022	2022		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>1 024 924,9</b>	<b>725 564,9</b>	<b>1 144 464,7</b>	<b>176 654,7</b>	<b>415 883,1</b>	<b>710 353,5</b>	<b>69,3%</b>	<b>-2,1%</b>
Amortissements (int. et ext.)	829 125	588 512,0	951 915,9	129 349,8	311 035,8	553 729,1	66,8%	-5,9%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	195 800	137 052,9	192 548,8	47 304,9	104 847,3	156 624,4	80,0%	14,3%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>908 912,6</b>	<b>661 175,6</b>	<b>1 043 554,0</b>	<b>157 007,7</b>	<b>359 781,9</b>	<b>633 111,6</b>	<b>69,7%</b>	<b>-4,2%</b>
Amortissements	741 599	542 512,1	879 622,0	115 107,4	270 605,1	497 643,4	67,1%	-8,3%
Intérêts	167 314	118 663,5	163 932,0	41 900,3	89 176,7	135 468,2	81,0%	14,2%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>116 012,3</b>	<b>64 389,3</b>	<b>100 910,6</b>	<b>19 647,0</b>	<b>56 101,2</b>	<b>77 241,9</b>	<b>66,6%</b>	<b>20,0%</b>
Amortissements	87 526	45 999,9	72 293,9	14 242,4	40 430,7	56 085,7		21,9%
Intérêts	28 486	18 389,3	28 616,8	5 404,6	15 670,5	21 156,1	74,3%	15,0%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>5,8%</b>	<b>4,6%</b>	<b>5,2%</b>	<b>4,2%</b>	<b>5,3%</b>	<b>4,7%</b>		<b>0,04 points</b>

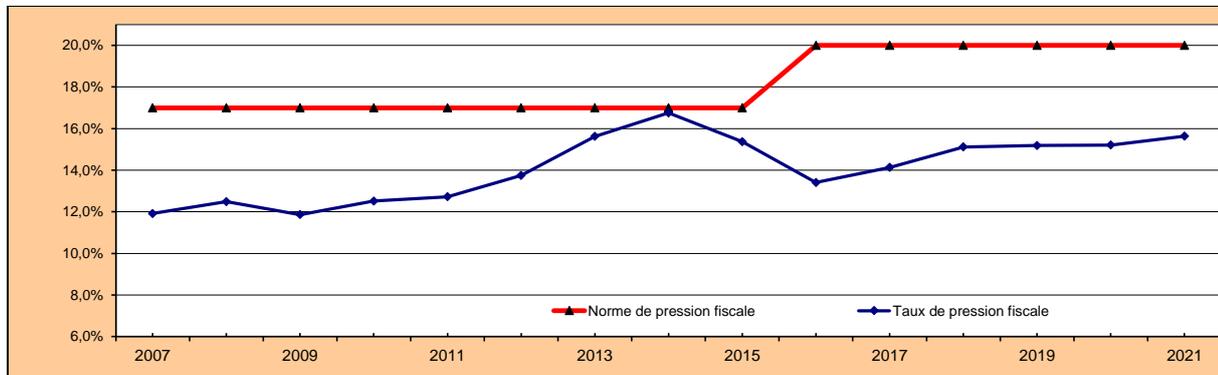


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 4,7% à fin septembre 2022 en diminution de 0,04 point de pourcentage par rapport à son niveau de fin septembre de l'année dernière.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.	
<b>Critères de 1er rang</b>							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-6,3%	-4,2%	-3,4%	-4,9%	-5,3%
Taux d'inflation	≤	3%	1,5%	1,9%	-3,2%	1,9%	4,1%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	33,8%	40,5%	50,7%	48,1%	55,5%
<b>Critères de 2nd rang</b>							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	49,9%	52,1%	59,3%	65,2%	56,3%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,1%	15,2%	15,2%	13,8%	15,6%



Source : MINEFID

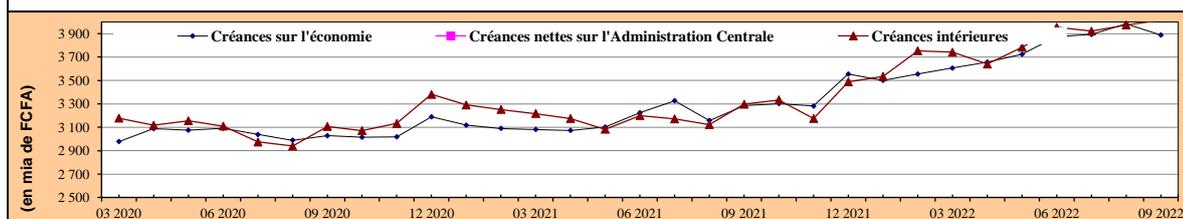
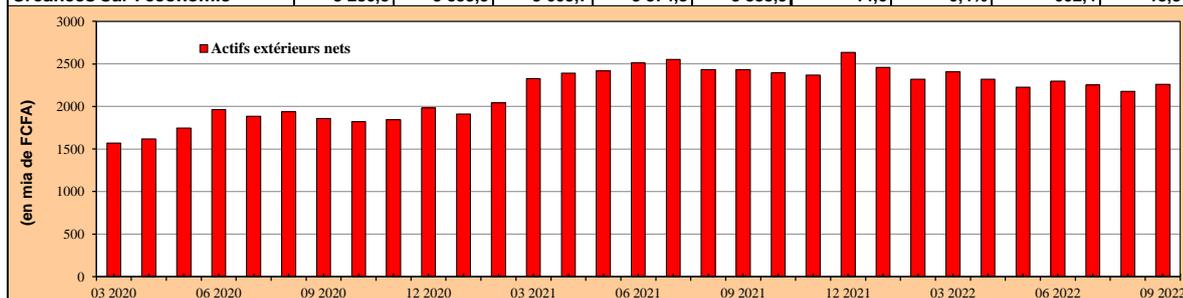
# Secteur monétaire

## AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire du Burkina Faso à fin septembre 2022 a été marquée par les évolutions ci-après en variation trimestrielle :  
 un dégonflement de la masse monétaire de 96,9 milliards de FCFA (-1,7%) ;  
 un repli des AEN de 37,7 milliards de FCFA (-1,6%) ;  
 un accroissement des crédits à l'économie de 14,0 milliards de FCFA (+0,4%).

En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré un accroissement de 10,3%, suite à une progression des crédits à l'économie de 18,3%, atténuée par le repli des Actifs Extérieurs nets (AEN) de 7,1%.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Circulation fiduciaire	648,6	833,5	833,4	825,1	738,0	-87,1	-10,6%	89,4	13,8%	
Dépôts transférables	2 453,0	2 783,6	2 712,2	2 726,1	2 682,9	-43,2	-1,6%	229,8	9,4%	
BCEAO	1,8	1,9	0,7	0,4	0,8	0,4	111,6%	-1,0	-57,4%	
Banques	195,7	860,8	195,7	1 252,8	195,7	-1 057,1	-84,4%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	301,6	301,6	301,6	301,6	301,6	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
<b>M1</b>	<b>3 101,7</b>	<b>3 617,2</b>	<b>3 545,6</b>	<b>3 551,2</b>	<b>3 420,9</b>	<b>-130,3</b>	<b>-3,7%</b>	<b>319,2</b>	<b>10,3%</b>	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 921,1	1 967,9	2 019,9	2 084,7	2 118,2	33,4	1,6%	197,1	10,3%	
BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
Banques	1 920,8	1 967,6	2 019,6	2 084,4	2 117,8	33,4	1,6%	197,1	10,3%	
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>5 022,8</b>	<b>5 585,1</b>	<b>5 565,5</b>	<b>5 635,9</b>	<b>5 539,1</b>	<b>-96,9</b>	<b>-1,7%</b>	<b>516,3</b>	<b>10,3%</b>	
Actifs extérieurs nets	2 431,2	2 636,8	2 406,6	2 297,1	2 259,4	-37,7	-1,6%	-171,8	-7,1%	
BCEAO	595,8	467,4	214,4	-2,0	-153,5	-151,5	7503,7%	-749,3	-125,8%	
Banques	1 835,4	2 169,3	2 192,2	2 299,1	2 412,9	113,7	4,9%	577,5	31,5%	
Créances intérieures	3 296,7	3 487,4	3 741,6	3 954,5	4 014,9	60,3	1,5%	718,2	21,8%	
Créances nettes sur l'Administra	10,2	-66,5	135,9	79,7	126,0	46,3	58,2%	115,8	1131,0%	
BCEAO	-241,1	-95,4	66,1	36,7	-128,0	-164,6	-449,0%	113,2	-46,9%	
Banques	251,4	28,9	69,8	43,0	254,0	211,0	490,6%	2,6	1,0%	
<b>Créances sur l'économie</b>	<b>3 286,5</b>	<b>3 553,9</b>	<b>3 605,7</b>	<b>3 874,8</b>	<b>3 888,9</b>	<b>14,0</b>	<b>0,4%</b>	<b>602,4</b>	<b>18,3%</b>	



Sources : B.C.E.A.O.

### Actifs extérieurs nets (AEN)

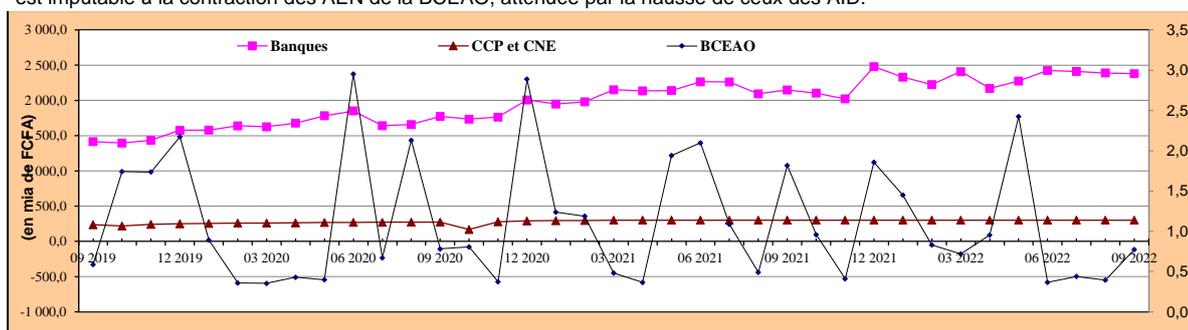
Les AEN des institutions monétaires se sont établis à 2.259,4 milliards de FCFA à fin septembre 2022, en baisse de 1,6% par rapport à fin juin 2022. Cette évolution est attribuable aux AEN de la Banque Centrale (-151,5 milliards de FCFA, soit -7.503,7%), ceux des AID étant en hausse (+113,7 milliards de FCFA, soit +4,9%).

Le repli des AEN de la Banque Centrale s'explique par le reflux de ses créances brutes sur les non-résidents (-247,8 milliards de FCFA, soit -27,1%) atténué par la baisse de ses engagements bruts envers les non-résidents (-96,3 milliards de FCFA, soit -10,5%).

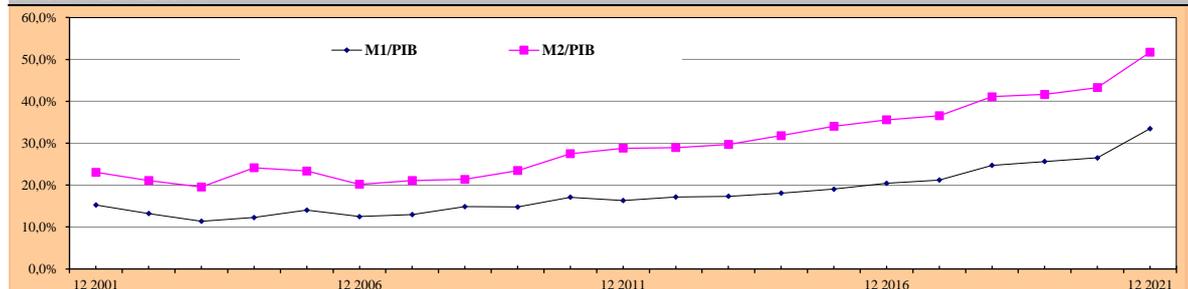
La baisse des créances extérieures s'explique par le rapatriement des autres pays de l'Union vers le Burkina ou la destruction sur les autres places des billets de l'émission du Burkina. A l'opposé, le repli des engagements extérieurs de la BCEAO s'explique par l'accumulation de billets externes (billets émis par les autres pays de l'Union, supposés avoir servi aux règlements de transactions économiques, puis avoir été reversés aux guichets de la Banque Centrale).

S'agissant de l'accroissement des AEN des AID, il est dû à l'effet conjugué d'un accroissement de leurs créances extérieures, d'une part, et à un repli de leurs engagements extérieurs, d'autre part. En effet, leurs créances extérieures brutes ont enregistré une augmentation de 55,9 milliards de FCFA (+2,1%), imprimée notamment par les crédits aux non-résidents (+67,6 milliards, soit +5,9%), les encours de titres publics détenus sur les autres Etats de l'Union (-4,7 milliards, soit -0,2%), les dépôts dans les institutions financières non résidentes (-2,6 milliards, soit -1,3%) ainsi que par les actions et autres titres de participations (-1,3 milliards de FCFA, soit -2,9%). Parallèlement, les engagements extérieurs des banques ont enregistré un repli de 57,8 milliards de FCFA (-15,8%), imprimée notamment par les crédits obtenus des institutions financières non-résidentes (-45,6 milliards de FCFA, soit -36,6%), en dépit de la hausse des dépôts reçus de leurs clientèles non-résidentes (+1,7 milliards de FCFA, soit +0,7%).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un repli de 171,8 milliards de FCFA (-7,1%). Cette diminution est imputable à la contraction des AEN de la BCEAO, atténuée par la hausse de ceux des AID.



Sources : B.C.E.A.O.



Sources : B.C.E.A.O.

### Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 4.014,9 milliards de FCFA à fin septembre 2022 contre 3.954,5 milliards de FCFA à fin juin 2022, soit une expansion de 1,5%, imputable à la hausse des Créances nettes sur l'Administration Centrale (CAC) à hauteur de 46,3 milliards de FCFA (+58,2%) et des créances sur l'économie de 14,0 milliards de FCFA (+0,4%).

**En effet, les créances du système bancaire sur l'économie** se sont situées à 3 888,9 milliards de FCFA à fin septembre 2022, enregistrant une hausse de 14,0 milliards de FCFA (+0,4%) par rapport à fin juin 2022, sous l'effet de la hausse des crédits bancaires aux sociétés non-financières privées (+172,2 milliards de FCFA), aux ménages et ISBLSM (+89,0 milliards de FCFA).

**Les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale** se sont établies à +126,0 milliards à fin septembre 2022, enregistrant une progression de 46,3 milliards en variation trimestrielle, en lien avec la hausse des créances nettes des AID (+211,0 milliards) et atténué par celles de la BCEAO (-164,6 milliards).

**En variation annuelle**, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 602,4 milliards de FCFA (+18,3%), expliquée principalement par l'accroissement des crédits bancaires (+600,7 milliards de FCFA), accordés, d'une part, au secteur privé (+517,6 milliards, soit +17,3%), notamment aux sociétés non-financières privées (+236,9 milliards, soit +15,2%), aux ménages et ISBLSM (+280,7 milliards, soit +19,5%) et, d'autre part, et aux sociétés non-financières publiques (+78,5 milliards, +32,0%).

Les Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale, quant à elles, ont enregistré une progression de 115,8 milliards, attribuable aux créances nettes de la BCEAO (+113,2 milliards de FCFA, soit +46,9%) et des banques (+2,6 milliards de FCFA, soit +1,0%) notamment des crédits directs octroyés à l'Etat (+140,1 milliards de FCFA) et des encours de titres publics détenus (+19,0 milliards de FCFA), contrebalançant la progression des dépôts de l'Etat dans les banques (+156,5 milliards de FCFA).

**Masse monétaire et ses composantes**

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une baisse de 96,9 milliards de FCFA (-1,7%) par rapport à son niveau à fin juin 2022. Ce reflux a été enregistré exclusivement au niveau des dépôts (-43,2 milliards de FCFA, soit -1,6%) et de la circulation fiduciaire ayant connu une (-87,1 milliards de FCFA, soit -10,6%).

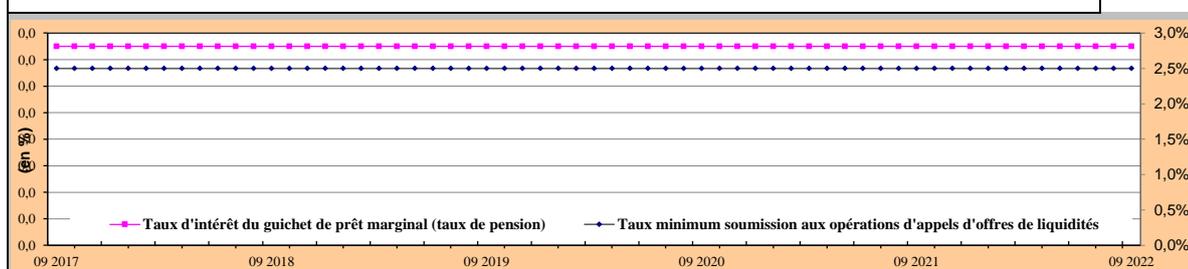
En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré un accroissement de 516,3 milliards, soit un taux de progression de 10,3%, en dessous de celui de l'Union (+12,4%). Cet accroissement est observé au niveau des dépôts transférables (+229,8 milliards, soit +9,4%), des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+197,1 milliards, soit +10,3%) et au niveau de la circulation fiduciaire (+89,4 milliards, soit +13,8%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.17	déc.18	déc.19	déc.20	déc.21
				Est.	Est.
M1/PIB	24,7%	25,7%	26,5%	30,2%	33,5%
M2/PIB	41,1%	41,7%	43,3%	48,1%	51,7%

Sources : B.C.E.A.O.

**TAUX D'INTERET**

TAUX D'INTERET	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

**Taux d'intérêt**

Au cours du troisième trimestre 2022, les taux directeurs de la BCEAO ont enregistré des modifications. En effet, le Comité de Politique Monétaire a décidé, lors de sa session ordinaire du 14 septembre 2022, de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO. Cette décision, qui fait suite à la première hausse des taux intervenue en juin, contribuera à ramener progressivement le taux d'inflation dans l'intervalle cible de la Banque Centrale (1% à 3%) sur le moyen terme. Ainsi, à compter du 16 septembre 2022, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité est passé de 2,25% à 2,50% et le taux du guichet de prêt marginal, de 4,25% à 4,50% (les anciens taux de 2,25% et 4,25% étaient en vigueur du 15 juin 2022 au 15 septembre 2022). Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union est resté inchangé à 3,0%.

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés au troisième trimestre 2022 par les banques de la place s'élève à 737,6 milliards de FCFA contre 696,5 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022, enregistrant ainsi une progression de 41,1 milliards de FCFA (+5,9%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,92000% contre 7,25333% au trimestre précédent, soit une hausse 0,66334 de point de pourcentage.

Par rapport au troisième trimestre 2021, le volume des nouveaux crédits mis en place a augmenté de 380,2 milliards de FCFA et le taux moyen débiteur appliqué s'est accru de 0,18167 point de pourcentage.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours du troisième trimestre de l'année 2022 s'établit à 77,0 milliards de FCFA, contre un montant de 232,9 milliards de FCFA collectés au trimestre précédent, soit une contraction de 155,9 milliards de FCFA (-66,9%). Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 4,80667% contre 5,99667% au deuxième trimestre 2022, soit une baisse de 1,190 point de pourcentage.

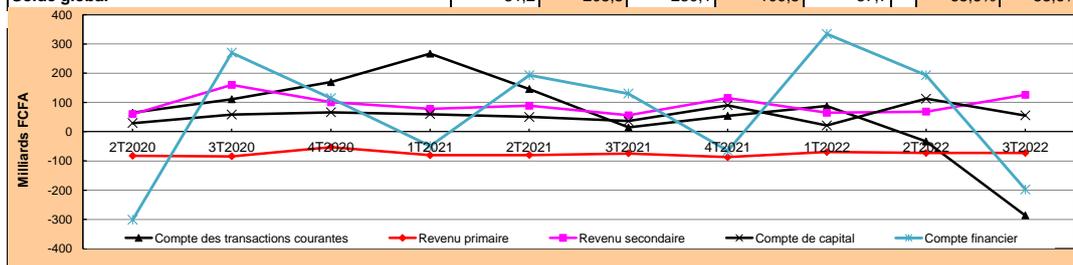
## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Considérablement impacté par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, l'activité économique du Burkina a poursuivi son ralentissement durant le troisième trimestre 2022, en raison de la conjonction de plusieurs facteurs, notamment la dynamique haussière de l'inflation qui a atteint des niveaux inégalés depuis des décennies dans de nombreux pays, le durcissement concomitant des conditions financières internationales ainsi que les répercussions de la guerre russo-ukrainienne.

Dans ce contexte, au cours du troisième trimestre 2022, les échanges du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduits par un solde global déficitaire de la balance des paiements, après un déficit plus important enregistré au premier et deuxième trimestre de l'année 2022. L'amélioration du déficit du solde global en variation trimestrielle est en lien avec la progression des entrées de capitaux et atténué par les autres comptes de la balance des paiements à savoir le compte des transactions courantes et le compte de capital.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
<b>Compte des transactions courantes</b>	14,6	54,0	87,3	-33,2	-286,4	762,0%	-2059,4%
<b>Biens et services</b>	33,2	26,1	92,4	-28,8	-339,2	1079,7%	-1122,5%
<b>Biens</b>	146,1	126,5	218,2	124,9	-154,6	-223,8%	-205,8%
<b>Services</b>	-112,9	-100,4	-125,8	-153,7	-184,6	20,1%	63,5%
<b>Revenu primaire</b>	-74,3	-87,4	-69,7	-72,8	-72,9	0,2%	-1,8%
– Intérêt sur dette publique	-36,1	-23,8	-24,7	-36,2	-29,4	-18,9%	-18,8%
<b>Revenu secondaire</b>	55,7	115,3	64,6	68,4	125,8	84,0%	125,6%
Administrations publiques	18,5	53,6	15,4	14,9	73,6	394,9%	298,1%
Autres secteurs	37,3	61,7	49,2	53,5	52,2	-2,4%	40,1%
– Envois de fonds des travailleurs	39,5	59,7	49,1	51,9	51,3	-1,1%	30,0%
<b>Compte de capital</b>	36,4	90,2	21,2	112,5	55,5	-50,7%	52,4%
Transferts de capital	36,4	90,1	21,2	112,5	55,4	-50,7%	52,5%
Administration publique	22,2	75,5	6,8	98,0	41,6	-57,6%	87,4%
Autre secteurs	14,1	14,6	14,3	14,4	13,8	-4,1%	-2,4%
<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes)</b>	51,0	144,2	108,5	79,3	-230,9	-391,2%	-552,5%
<b>Compte financier</b>	130,0	-65,5	333,9	193,0	-197,7	-202,5%	-252,1%
<b>Investissement direct</b>	-61,2	-142,7	11,8	17,9	12,1	-32,4%	-119,8%
Titres de participation	-50,5	-100,1	-33,7	-28,9	-37,1	28,5%	-26,6%
Instruments de dettes	-10,6	-42,6	45,4	46,8	49,2	5,2%	-562,2%
<b>Investissements de portefeuille</b>	-105,1	-103,7	-108,0	-116,1	-108,1	-6,9%	2,9%
Titres de participation	1,0	0,0	1,0	0,0	1,4		32,5%
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-106,1	-103,7	-109,0	-116,1	-109,5	-5,7%	3,2%
<b>Autres investissements</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Administrations publiques	-84,2	-450,0	-5,1	-116,6	-75,3	-35,4%	-10,6%
<b>Solde global</b>	-81,2	205,5	-230,1	-109,5	-37,7	-65,6%	-53,6%



#### Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes s'est affiché déficitaire de 286,4 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022 après un déficit de 33,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre de 2022, soit une détérioration de 253,2 milliards de FCFA. Ce repli est imputable à la détérioration des comptes des biens et services (-310,5 milliards de FCFA), dans une moindre mesure du compte du revenu primaire (-0,1 milliard de FCFA) et atténué par le compte de revenu secondaire (+57,4 milliards de FCFA).

Par rapport au même trimestre de l'année 2021 où il avait été observé un excédent courant de 14,6 milliards de FCFA, le trimestre sous revue a enregistré une détérioration de 301,0 milliards de FCFA, en lien principalement avec la dégradation de la balance des biens et services (-372,4 milliards de FCFA).

La balance des biens a enregistré un changement de profil au cours de la période sous revue, en passant d'un excédent de 124,9 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022 à un déficit de 154,6 milliards de FCFA, soit une détérioration de 279,5 milliards de FCFA. Cette évolution résulte d'une forte baisse des exportations (-258,9 milliards de FCFA, soit -30,4%) conjuguée à une hausse des importations (+20,7 milliards de FCFA, soit +2,8%).

La baisse en variation trimestrielle des exportations est imprimée par les expéditions d'or (-145,6 milliards de FCFA, soit -24,9%), de la noix de cajou (-49,5 milliards de FCFA, soit -86,8%) et du zinc (-6,5 milliards de FCFA, soit -100%).

En variation annuelle, les exportations sont en baisse de 83,4 milliards de FCFA (-12,4%), en lien principalement avec la baisse des ventes extérieures de l'or (-100,0 milliards de FCFA, soit -18,6%), du zinc (-22,7 milliards de FCFA, soit -100%) et de la noix de cajou (-4,3 milliards de FCFA, soit -36,1%). La baisse de la production minière est en lien avec la fermeture de certains sites pour des raisons de sécurité. Parallèlement, des progressions ont été observées pour le ciment (+7,1 milliards de FCFA, soit +164,4%) et le sésame (+3,9 milliards de FCFA, soit +119,8%).

Quant à la hausse de la valeur des importations en rythme trimestriel, elle est imprimée par les produits énergétiques (+33,4 milliards de FCFA, soit +10,7%) au delà de la baisse des importations de biens alimentaires (-4,6 milliards de FCFA, soit -4,9%), des biens d'équipement (-4,4 milliards de FCFA, soit -2,6%), des autres biens de consommation courante (-8,8 milliards de FCFA, soit -9,5%) et des biens intermédiaires (-8,1 milliards de FCFA, soit -4,3%).

En glissement annuel, la valeur des importations est en hausse de 217,3 milliards de FCFA (+41,1%), à la faveur d'une progression de l'ensemble des fonctions d'importation : produits énergétiques (+134,9 milliards de FCFA, soit +70,4%), biens intermédiaires (+42,0 milliards de FCFA, soit +26,8%), produits alimentaires (+21,0 milliards de FCFA, soit +31,5%), autres biens de consommation courante (+12,3 milliards de FCFA, soit +17,5%) et biens d'équipement (+9,1 milliards de FCFA, soit +5,9%).

**La balance commerciale** est ressortie débitrice de 154,6 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022, enregistrant une détérioration de 300,7 milliards de FCFA par rapport au troisième trimestre 2021, en lien avec la progression des importations (+217,3 milliards de FCFA, soit +41,1%) accompagnée d'une réduction des exportations (-83,3 milliards de FCFA, soit -12,4%).

**Le taux de couverture des importations par les exportations** est ressorti à 79,3% au troisième trimestre 2022 contre 117,2% au deuxième trimestre 2022 et 127,6% au troisième trimestre de 2021.

**Le déficit structurel de la balance des services** s'est creusé en passant d'un niveau de 153,7 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022 à -184,6 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022. Ce creusement s'explique principalement par la hausse des paiements nets au titre des services de transport (-3,3 milliards de FCFA, -3,6%), suite à la progression des importations de biens, ainsi que des autres services (-27,3 milliards de FCFA, -43,8%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est creusé de 71,7 milliards de FCFA.

**Le compte du revenu primaire** s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 72,9 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022, après des paiements nets d'un montant environnant 72,8 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une augmentation de 0,1 milliard de FCFA, imprimée notamment par les paiements effectués au titre des revenus des investissements.

En variation annuelle, le solde déficitaire du compte du revenu primaire s'est atténué de 1,4 milliard de FCFA en lien notamment avec la baisse des paiements au titre des revenus des investissements (-10,7 milliards de FCFA).

L'excédent structurel du **compte du revenu secondaire** a progressé de 57,4 milliards de FCFA en se situant à 125,8 milliards de FCFA au trimestre sous revue, après un niveau de 68,4 milliards de FCFA au deuxième trimestre de 2022. Cette hausse est imprimée principalement par les transferts courants au profit de l'administration publique (+58,7 milliards de FCFA, soit +394,9%). Au cours du troisième trimestre de l'année 2022, un décaissement de 60,3 milliards de FCFA a été effectué au titre des dons programmes au profit de l'Administration publique.

En variation annuelle, l'excédent du compte du revenu secondaire s'est accru de 70,0 milliards de FCFA, en raison de l'accroissement des transferts courants au profit de l'Administration publique (+55,1 milliards de FCFA, soit 298,1%) et au profit du secteur privé (+14,9 milliards de FCFA, +40,1%).

**Le compte de capital** s'est soldé par un excédent de 55,5 milliards de FCFA, après une réalisation de 112,5 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022, soit un reflux de 57,0 milliards de FCFA, principalement sous l'effet du repli des transferts en capital au profit de l'Administration publique (-56,4 milliards de FCFA). En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 41,6 milliards de FCFA au cours du troisième trimestre 2022, contre 98,0 milliards de FCFA au cours du trimestre précédent.

De l'évolution des comptes des transactions courantes et de capital, il résulte un **besoin de financement de l'économie** burkinabè d'un montant de 230,9 milliards de FCFA contre une capacité de financement de 79,3 milliards de FCFA au trimestre précédent. Au troisième trimestre 2021, une capacité de financement plus importante (+51,0 milliards de FCFA) avait été enregistrée.

**Le compte financier** a enregistré des entrées nettes de capitaux de 197,7 milliards de FCFA, après des sorties nettes de 193,0 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022. Cette évolution est notamment en lien principalement avec les entrées de capitaux au titre des autres investissements (prêts, emprunts et crédits commerciaux, autres comptes à payer / recevoir) à hauteur de 108,1 milliards de FCFA.

Au troisième trimestre de 2021, le compte financier a enregistré des sorties de capitaux d'un montant de 130,0 milliards de FCFA.

#### **Solde global**

Au troisième trimestre de l'année 2022, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global déficitaire de la balance des paiements de 37,7 milliards de FCFA, après un déficit de 109,5 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022 et -81,2 milliards de FCFA une année plus tôt. L'atténuation du déficit global en variation trimestrielle (+71,8 milliards de FCFA) est attribuable principalement au compte financier et du compte de revenu secondaire. Le compte des biens et services,

**Sources : B.C.E.A.O.**

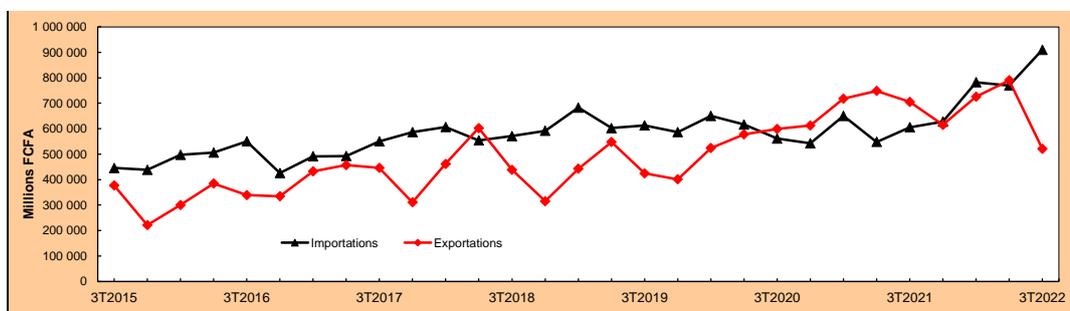
COMMERCE EXTERIEUR							
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>627 948,6</b>	<b>782 680,0</b>	<b>769 539,5</b>	<b>877 062,3</b>	<b>909 841,2</b>	<b>3,7%</b>	<b>44,9%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	6 215,4	8 644,9	9 072,2	9 011,0	9 360,7	3,9%	50,6%
Produits du règne végétal	24 043,2	44 512,2	34 736,3	48 027,7	50 321,9	4,8%	109,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 942,4	4 379,5	2 912,8	2 916,2	3 492,0	19,7%	18,7%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	43 069,9	38 974,8	27 473,0	50 284,1	36 105,8	-28,2%	-16,2%
Produits minéraux	213 109,8	297 736,9	277 488,1	339 273,1	391 871,4	15,5%	83,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	64 727,2	80 784,3	116 910,9	102 918,2	106 957,9	3,9%	65,2%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	23 131,0	33 196,3	33 307,1	29 966,5	25 520,8	-14,8%	10,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	956,0	1 466,6	1 603,1	1 403,8	1 278,2	-8,9%	33,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 292,7	1 395,4	1 410,7	2 344,7	2 293,8	-2,2%	77,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellululosiques	12 678,3	11 097,3	9 352,8	14 506,0	11 756,6	-19,0%	-7,3%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	14 279,6	13 452,2	17 028,3	15 933,5	13 123,8	-17,6%	-8,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 725,1	2 163,7	1 928,4	2 174,8	1 568,0	-27,9%	-9,1%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	7 538,3	7 602,4	6 884,7	8 724,8	10 476,0	20,1%	39,0%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	171,1	235,1	183,9	230,5	250,5	8,7%	46,4%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	48 089,5	54 514,7	65 144,7	71 670,8	68 643,6	-4,2%	42,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	89 693,1	108 980,7	100 216,8	119 492,2	108 797,5	-9,0%	21,3%
Matériel de transport	51 083,3	58 039,0	49 770,8	44 546,1	49 833,5	11,9%	-2,4%
Instrument et appareils d'optique, de photographie...	8 742,6	8 385,2	7 755,1	6 981,4	10 746,9	53,9%	22,9%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	867,2	86,9	188,8	128,3	212,8	65,9%	-75,5%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 3,7%, portant le niveau des importations de 877,1 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022 à 909,8 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des importations de certains produits notamment les munitions et leurs parties et accessoires (65,9%), les instruments et appareils d'optique, de photographie (53,9%), les ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante (20,1%), les graisses et huiles animales ou végétales (19,7%), les matériaux de transport (11,9%), les perles fines pierres gemmes, métaux précieux (8,7%), les produits du règne végétal (4,8%), les animaux vivants et produits du règne animal (3,9%) et des produits des industries chimiques (3,9%).

Comparativement au même trimestre de 2021, on observe également une hausse de 42,2% des importations. Cette hausse annuelle est imputable principalement à l'évolution des importations des produits du règne végétal (109,3%), des produits minéraux (80,5%), des bois, charbon de bois et ouvrages en bois, liège (77,4%), des produits des industries chimiques (64,3%), des animaux vivants et produits du règne animal (50,6%), des perles et métaux précieux (46,4%), des ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante (37,2%), et des peaux, cuirs, pelleteries et ouvrage en ces matières (34,8%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2022	2022	2022	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>615 072,7</b>	<b>725 718,9</b>	<b>790 117,1</b>	<b>780 784,5</b>	<b>520 967,1</b>	<b>-33,3%</b>	<b>-15,3%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	358,1	388,7	319,0	340,2	115,3	-66,1%	-67,8%
Produits du règne végétal	25 024,1	35 424,7	47 515,8	76 691,2	25 653,8	-66,5%	2,5%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	4 068,2	29 925,9	27 828,5	9 011,0	7 931,8	-12,0%	95,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 474,5	5 348,2	5 415,4	6 149,4	2 596,3	-57,8%	4,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 900,5	2 854,6	5 705,1	5 254,7	4 449,2	-15,3%	53,4%
Produits minéraux	27 363,3	25 379,2	49 691,6	24 745,2	18 843,3	-23,9%	-31,1%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 782,6	1 699,0	2 487,0	2 733,0	3 103,5	13,6%	74,1%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	184,4	1 242,0	451,6	550,9	951,8	72,8%	416,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	3,4	66,9	99,7	111,8	135,0	20,7%	3881,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	27,9	10,0	102,2	32,1	12,3	-61,7%	-56,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	108,3	107,8	496,2	883,5	300,8	-66,0%	177,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	5 078,0	62 958,1	135 581,0	63 006,2	5 108,6	-91,9%	0,6%
dont coton fibre	4 951,1	62 801,6	135 349,7	62 921,4	4 794,2	-92,4%	-3,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	5,9	12,2	10,2	14,6	10,0	-32,0%	68,1%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	8,4	21,3	32,5	88,2	31,9	-63,8%	279,2%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieuses	539 475,2	571 955,0	525 762,8	584 916,6	439 137,3	-24,9%	-18,6%
dont or	538 497,3	571 025,1	524 991,4	584 056,0	438 504,9	-24,9%	-18,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	3 898,2	3 132,9	4 550,2	6 772,2	4 524,6	-33,2%	16,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	4 535,0	8 928,2	6 876,1	3 418,9	11 908,3	248,3%	162,6%
Matériel de transport	1 204,1	5 862,7	4 569,1	4 443,7	3 287,3	-26,0%	173,0%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	261,9	126,6	98,6	306,7	373,9	21,9%	42,8%
Marchandises et produits divers	328,2	160,5	151,7	313,6	379,7	21,1%	15,7%

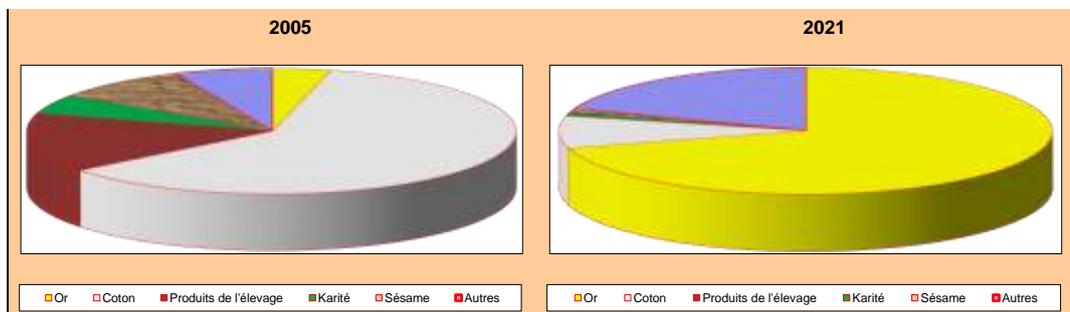


Au troisième trimestre 2022, les exportations enregistrent une forte baisse de 33,3% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 780,8 milliards FCFA au deuxième trimestre 2022 à 520,9 milliards FCFA au troisième trimestre 2022. Cette tendance est imputable principalement à la baisse des principaux produits exportés par le pays. En effet, les exportations des matières textiles et ouvrages en ces matières ont enregistré un recul de 91,9%, passant de 63,0 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022 à 5,1 Milliards au troisième trimestre 2022; de même les exportations des produits du règne végétal ont baissé de 66,5%; il en est de même des animaux vivants et produits du règne animal qui ont baissé de 66,5%, passant de 76,7 Milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022 à 25,7 milliards FCFA au troisième trimestre 2022. L'or non monétaire qui est le principal produit d'exportation a baissé de 24,9%, quant aux exportations de coton, elles ont chuté de 92,4% en raison du caractère saisonnier de la production du coton.

En glissement annuel, on observe une baisse de 15,7% des exportations, soit une diminution de 96,7 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2021. Cette évolution est imputable principalement à la baisse des exportations des animaux vivants et produits du règne animal de 67,4%, du bois, charbon de bois et ouvrages en bois de 56,1%, des produits minéraux de 35,3 et de l'or non

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2005	2018	2019	2020	2021
Part de l'or dans total	3,9%	54,2%	57,8%	73,5%	70,6%
Part du coton dans total	60,4%	8,1%	9,0%	5,4%	8,2%
Part des produits de l'élevage dans total	15,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Part du karité dans total	5,1%	1,0%	1,7%	0,9%	0,8%
Part du Sésame dans total	8,9%	3,2%	1,8%	1,3%	1,1%
Part des autres produits dans total	6,5%	33,4%	29,8%	18,8%	19,3%

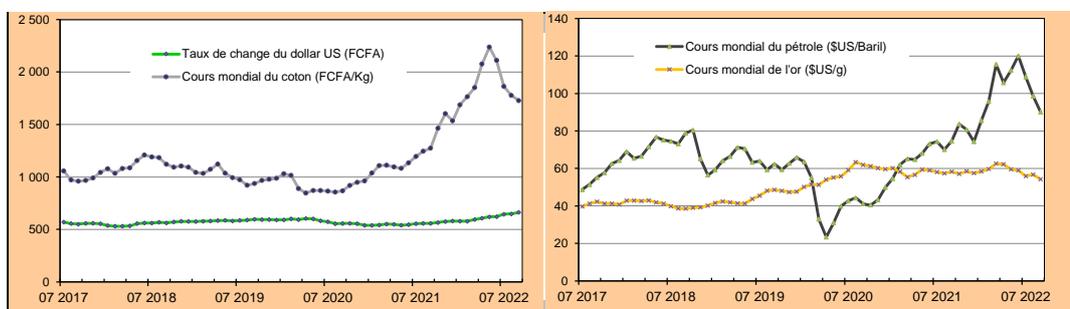


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 70,6% de la part des exportations en 2021. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 66,86 tonnes en 2021.

Source : MINEFID / INSD

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	2. Trim. 2022	3. Trim. 2022	Glissement	
						trimestriel	annuel
Moyenne trimestrielle							
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	556,5	573,5	584,5	615,8	651,6	5,8%	17,1%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	73,0	79,6	99,0	112,7	99,2	-12,0%	35,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	2 224,3	2 674,6	3 024,7	3 477,7	2 746,5	-21,0%	23,5%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	57,9	57,7	60,3	60,3	55,6	-7,7%	-4,0%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	40,6	45,6	57,9	69,5	64,6	-7,0%	59,0%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 237,8	1 534,1	1 768,3	2 141,9	1 788,8	-16,5%	44,5%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	32,2	33,1	35,2	37,1	36,2	-2,3%	12,4%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,030	0,034	0,031	0,031	0,028	-10,3%	-9,0%



**- Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, le **cours du dollar sur le FCFA poursuit sa hausse soutenue**. Au troisième trimestre 2022, le cours a accru de 5,8% en ressortant en moyenne à 651,6 FCFA contre 615,8 FCFA le trimestre précédent. Il en est de même en glissement annuel où son cours se situe au-dessus de sa valeur par rapport au franc FCFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en appréciation de 17,1% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2021. Cette évolution reste expliquée par les mesures de resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis et par la préférence de plus en plus accrue du dollar vis-à-vis de l'euro en raison de la crise russo-ukrainienne.

**- Prix des produits exportés :**

**Repli du cours du coton sur les marchés mondiaux** au 3è trimestre 2022, une baisse trimestrielle qui s'explique par la crainte d'une récession économique induite par les inquiétudes liées à l'inflation mondiale. Il ressort à 2746,5 dollars la tonne contre 3477,7 dollars au trimestre précédent, soit -21,0% de baisse. En glissement annuel, il a augmenté de 23,5%. Converti en francs CFA, la fibre de coton qui valait 2141,9 FCFA le kilogramme au deuxième trimestre 2022, chute à 1788,8 FCFA au cours du troisième trimestre, soit une perte de 16,5%. En glissement annuel, le cours de la fibre de coton augmente de 44,5% et cette évolution reste expliquée par la forte demande mondiale soutenue depuis la pandémie de la Covid.

**- Cours de l'or :**

Au troisième trimestre 2022, le **cours de l'or est en baisse** de 7,7%. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne à 55,6 dollars le gramme ce trimestre contre 60,3 dollars le trimestre précédent. De même, sur la base annuelle, le cours de l'or est en dessous du niveau du même trimestre de l'année passée, avec une baisse de 4,0% au troisième trimestre 2022. Converti en francs CFA, malgré l'appréciation du dollar, l'or s'est échangé en moyenne à 36 238 francs le gramme, en baisse de 2,3% en rythme trimestriel. Son glissement annuel enregistrant une hausse de 12,4%. Le niveau du cours de l'or reste toujours élevé en lien avec les incertitudes exacerbées par la crise russo-ukrainienne.

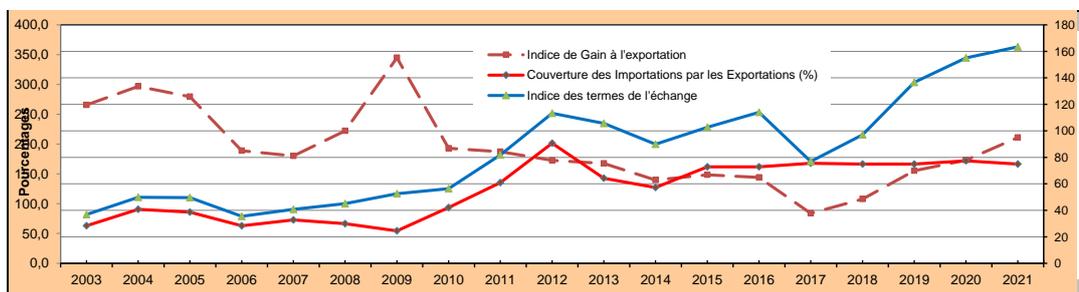
**- Prix des produits importés :**

Sur le marché du pétrole, le troisième trimestre 2022 a enregistré **une baisse du cours entamée au début du trimestre**. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 99,2 dollars au troisième trimestre 2022 contre 112,7 dollars le trimestre précédent, correspondant à une diminution de 12,0%. Comparé à la même période en 2021, le cours du baril de pétrole a enregistré une hausse de 35,9%. Exprimé en franc FCFA, il est en baisse de 10,3% et 9,0%, respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. Le niveau élevé du cours du pétrole depuis le mois de mars 2022 s'expliquerait par les effets de la crise russo-ukrainienne.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

**INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR**

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	Var. vendredi	
						Var./jeudi	Var./mardi
Indice prix à l'exportation	178,3	263,1	263,4	314,0	308,5	-1,8%	17,1%
Indice prix à l'importation	82,7	86,7	76,4	76,1	84,9	11,7%	11,1%
Indice des termes de l'échange	215,5	303,5	344,6	412,8	363,2	-12,0%	5,4%
Indice de gain à l'exportation	48,5	69,9	77,8	67,1	94,9	41,5%	22,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	74,9	74,9	77,3	105,8	74,9	-29,2%	-3,1%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 21,1% en décembre 2007 pour s'établir à 90,6% en 2011, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a oscillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 74,9% en décembre 2021 toujours en lien avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

## Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE de GÉSTION du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### **Elevage:**

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### **Monnaie:**

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### **Commerce extérieur:**

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

### **Soldes d'opinions:**

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

### **Moyenne quinquennale:**

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{ou } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.} \quad \frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
<b>RAMDE, B. François</b> <b>KABORE, Barbi</b> <b>NIANGAO, Issaka</b>	Coordonnateurs généraux	INSD
<b>KABORE, Barbi</b>	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
<b>TASSEMBEDO Mathieu</b>	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>ZANGO/ZEBA Salimata</b>	Prix des produits agricoles	SONAGESS
<b>PODA Ansonibè</b>	Soldes d'opinions	INSD
<b>SOME, Sankar Placide</b>	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
<b>TASSEMBEDO Mathieu</b>	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>ZANGO/ZEBA Salimata</b>	Production de l'agriculture	SONAGESS
<b>OUEDRAOGO Mahamadi</b> <b>MILLOGO, François</b> <b>BASSOLE, Wilfried Gustave</b>	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
<b>TRAORE, Sibiri</b>	Situation monétaire	BCEAO
<b>TRAORE, Sibiri</b>	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
<b>SARA Karim</b>	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
<b>TOUGMA, Jean Gabriel</b> <b>SAWADOGO P. Dieudonné</b> <b>NEYA Ferdinand</b>	Secteur extérieur (Cours des matières premières) Comptes nationaux trimestriels	DGEP INSD